Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 110 (1965)
Heft: 11

Artikel: Les transformations de la stratégie de dissuasion
Autor: Beaufre, A. / R.M.
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-343270

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

110e année No 11 Novembre 1965

REVUE MILITAIRE SUISSE

Direction-Rédaction: Colonel-brigadier Roger Masson
Rédacteur-Adjoint: Colonel EMG Georges Rapp
Administration: Lt-colonel Ernest Büetiger
Editeurs et expédition: Imprimeries Réunies S.A., av. Gare 33, Lausanne
(Tél. 23 36 33 — Chèq. post. 10-5209)
Annonces: Publicitas S.A., succursale, rue Centrale 15, Lausanne

ABONNEMENT: Suisse: 1 an Fr. 14.—; 6 mois Fr. 8.—
Etranger: 1 an Fr. 17.—; 6 mois Fr. 9.—
Prix du numéro: Fr. 1.50

Les transformations de la stratégie de dissuasion

Le général d'armée André Beaufre, né en 1902, peut s'honorer d'une brillante carrière militaire. Sorti de St-Cyr il prend part, au Maroc, à la guerre du Rif. Puis il entre à l'Ecole supérieure de guerre et suit parallèlement les cours de l'Ecole des sciences politiques. Il est ensuite affecté à l'état-major de l'armée et, après une mission en URSS en 1939, au Grand Quartier Général. En 1941, secrétaire permanent de la Défense nationale en Algérie, il est arrêté et déféré en conseil de guerre pour avoir participé à la préparation du débarquement allié en Afrique du nord, qui aura lieu en novembre 1942. Par la suite, il prend part aux campagnes de Tunisie, d'Italie, de France, d'Alsace et d'Allemagne. Après la guerre, il exerce des commandements en Indo-Chine et en Algérie avant d'être chargé de celui des troupes françaises dans l'opération de Suez. En 1959 il devient chef d'état-major adjoint du Shape et, deux ans plus tard, il est le représentant de la France au Groupe permanent de l'OTAN, à Washington, avec le grade de général d'armée. Pas d'accord avec la politique française à l'égard de cette institution il a demandé à être mis prématurément à la retraite.

*Conférencier de talent, auteur d'ouvrages très remarqués, spécialiste des problèmes consécutifs à l'avènement de l'arme atomique, le général Beaufre est aujourd'hui directeur de l'*Institut français d'études stratégiques.

L'article qui suit représente le texte original que le général Beaufre a confié, en traduction allemande aux Schweizer Monatshefte [1] *(août 1965) que nous reproduisons avec l'assentiment de son rédacteur, le colonel Fritz Rieter qui, depuis de nombreuses années a imprimé à cette importante revue encyclopédique traitant des multiples problèmes politiques, littéraires, économiques, militaires qui intéressent notamment la Suisse, la marque de sa culture et de sa personnalité.*

R. M.

Ecrire aujourd'hui un article stratégique pour une revue étrangère est une tâche difficile, parce que la stratégie est en pleine transformation et qu'il existe d'importantes divergences de vues sur ces problèmes. On risque alors soit de présenter une thèse cohérente mais insuffisamment explicite et qui sera rejetée au nom d'opinions ou de préjugés contraires, ou bien de chercher à tout expliquer, ce qui est impossible en une vingtaine de pages: en resserrant beaucoup, il m'a fallu deux livres [2] pour exposer l'essentiel de la stratégie et de la dissuasion telles qu'on peut les comprendre actuellement. Je ne pourrai donc ici que m'en tenir à quelques points que je considère comme essentiels et renvoyer à mes livres pour des démonstrations plus méthodiques.

* * *

La première idée qui s'impose et qui est généralement admise, c'est que l'irruption des techniques scientifiques et révolutionnaires a modifié très profondément le caractère des conflits. Nos anciens concepts sur la guerre et la paix sont très évidemment devenus inapplicables.

Pour élaborer les concepts nouveaux capables de nous permettre de comprendre, donc de prévoir et de préparer, deux méthodes ont été employées et s'opposent. La première con-

---

[1] *Schweizer Monatshefte*, revue mensuelle paraissant à Zurich (Administration: case postale 369,8034 Zurich).

[2] Introduction à la stratégie, Dissuasion et stratégie (Paris A. Colin) Kriegskunst im Frieden (Berlin Propylaen).

siste à partir des faits nouveaux, des techniques, de les analyser pour élaborer les tactiques qu'elles comportent, et remonter de proche en proche jusqu'aux idées générales. C'est la méthode qui a été suivie en général en Amérique. Elle a conduit à mettre au point une série de problèmes tactiques très délicats (pénétration, interception, protection et survie, etc.) et à bâtir en conséquence des forces militaires conçues en fonction de ces tactiques. On s'est ainsi trouvé disposer d'instruments surpuissants dont la réalisation a entraîné d'importants bouleversements dans la situation stratégique, bouleversements dont le sens n'avait en général pas été complètement prévu. Comme on le verra dans un instant, ce fut le cas pour la création de forces de représailles invulnérables par sous-marins Polaris et Minuteman en silos bétonnés. C'est que cette démarche du concret à l'abstrait, à cause de son extrême complication n'avait pas pu atteindre les vues générales qui seules eussent permis de dominer les phénomènes mis en branle.

C'est la raison pour laquelle l'*Institut français d'études stratégiques* a pris la méthode inverse : on est parti au contraire des idées générales, c'est-à-dire de la stratégie pour tenter de rejoindre les faits et les techniques par une démarche logique, mais en les situant toujours dans une vue d'ensemble suffisamment claire. Cette méthode, qui requiert une logique très rigoureuse, a déjà permis de mettre en évidence un certain nombre de concepts importants.

* * *

Le premier de ces concepts, c'est que la stratégie moderne a besoin d'être consciemment définie sur une base plus large que la stratégie proprement militaire. Les phénomènes contemporains mettent très clairement en cause un grand nombre de facteurs non militaires qui jouent un rôle important. Ces facteurs sont d'ordre politique, psychologique, diplomatique, économique et militaire. Leur synthèse est indispensable pour pouvoir comprendre les réalités actuelles.

Certes, la conception traditionnelle de ce qu'on appelait « la conduite de la guerre » avait toujours reposé sur cette synthèse qui était faite par les gouvernements. Mais la distinction également traditionnelle entre la guerre et la paix avait souvent conduit à donner en « temps de guerre » à la stratégie militaire un rôle prééminent qui s'était révélé néfaste au cours des grandes guerres du XXe siècle : la stratégie clausewitzienne de la victoire par la bataille avait conduit à des luttes démesurées où l'Europe s'est proprement suicidée.

Mais surtout, ce qui est apparu dès la révolution russe et la phase hitlérienne, c'est que la distinction entre la guerre et la paix perdait beaucoup de sens. L'énormité même des dangers de la grande guerre conduisait à utiliser en « temps de paix » des moyens de pression insidieux ou violents qui ne correspondaient plus aux relations internationales normales et dont l'emploi relevait d'une véritable stratégie, que j'ai appelée *stratégie totale*, parce qu'elle doit comprendre la totalité des facteurs en cause. Avec l'apparition des armes nucléaires, le danger de la grande guerre s'est trouvé multiplié par un facteur énorme, ce qui a contribué encore davantage à faire du « temps de paix » une phase de lutte permanente, où seule la stratégie totale permet de comprendre et de dominer des phénomènes aussi complexes et divers que la dissuasion nucléaire, la guerre froide, la guerre révolutionnaire et à la limite, la guerre atomique et la guerre totale.

* * *

Dans ce cadre d'ensemble, un certain nombre de notions nouvelles sont apparues.

D'abord la notion de *niveau* d'emploi de la force. Autrefois, on ne concevait traditionnellement que deux niveaux, la guerre et la paix, l'emploi de la force ou l'abstention. Aujourd'hui, il apparaît clairement que la coercition entre nations comporte une échelle croissante de mesures, dont la plus basse est la pression diplomatique et psychologique, puis l'interven-

tion dans les affaires intérieures de l'adversaire, d'abord insidieuse ensuite ouverte, si nécessaire l'intervention militaire limitée (comme au Vietnam) avec des moyens classiques, enfin la menace nucléaire et éventuellement l'emploi des armes nucléaires. On constate ainsi trois grands niveaux d'action principaux (qui se subdivisent eux-mêmes en sous-niveaux): le niveau de la guerre froide, le niveau classique et le niveau nucléaire. A chacun de ces niveaux, l'action effectuée bénéficie de la paralysie plus ou moins complète réalisée par la dissuasion obtenue par la menace des niveaux supérieurs: la guerre froide, par exemple, comporte la combinaison complète de la dissuasion par les niveaux classique et nucléaire et de l'action par les moyens plus insidieux du niveau de la guerre froide. C'est dans la mesure où la dissuasion ne joue pas que l'action est possible. Dissuasion et action sont donc complémentaires.

Alors, on découvre une autre solution, non moins importante parce qu'elle permet de mettre en évidence le mécanisme de la dissuasion et par là l'étendue de la liberté d'action: les notions de *stabilité* et d'*instabilité*. Un niveau est instable lorsque l'un des adversaires — ou les deux dans certains cas — peut estimer avoir intérêt à agir à ce niveau. Il est stable lorsqu'aucun des adversaires ne peut estimer possible d'agir à ce niveau. Or, cette appréciation dépend essentiellement de l'évaluation du risque que ferait courir l'action considérée. Lorsqu'on analyse l'évaluation du risque, on s'aperçoit que celle-ci est fonction des facteurs opérationnels en présence et des *chances de succès* qu'ils permettent d'entrevoir.

Si l'on étudie les possibilités d'action au niveau nucléaire, par exemple, il faut que l'initiative que l'on prendra permette d'empêcher l'adversaire d'effectuer une riposte trop dévastatrice, donc que la « première frappe » détruise la majeure partie des forces adverses de représailles (deuxième frappe). Ceci suppose que les objectifs adverses soient connus, que nos armes pénètrent les défenses ennemies, que leur précision et leur effet destructeur soient assurés, autant de données techniques qui commandent les chances de succès, donc la stabi-

lité du niveau nucléaire. De même au niveau classique les chances de succès dépendent non seulement de l'importance des forces dont on dispose en regard de celles de l'adversaire, mais aussi de leur efficacité à remporter la victoire. Selon la valeur relative chez les deux adversaires de la capacité d'offensive, de la capacité défensive, de la mobilité tactique des forces (au combat) et de leur mobilité stratégique (en dehors du combat) la guerre sera tantôt rapidement décisive comme en 1940 ou au contraire paralysée comme en 1915. Ce sont ces perspectives appréciées aussi exactement que possible, qui détermineront les chances de succès, donc l'appréciation de la stabilité au niveau classique.

Cette notion de stabilité ne s'applique pas seulement aux niveaux classique et nucléaire. Elle joue un rôle important dans la guerre froide: une pression diplomatique et psychologique et encore bien plus une intervention dans les affaires intérieures d'un Etat n'ont de chances de succès que si elles s'effectuent dans un milieu psychologique instable permettant d'exploiter des divisions intérieures préexistantes. Bien plus, si la situation est très instable, les passions déchaînées risquent de rendre inopérants les succès obtenus par les opérations militaires classiques; la résistance populaire et la guérilla, impensables dans un climat stable, peuvent jouer un rôle important comme en Espagne en 1812, comme en Indochine et en Algérie plus récemment. Actuellement, du fait du grand mouvement de décolonisation, de vastes régions du monde sont dans un climat psychologique instable, ce qui limite très étroitement l'efficacité à attendre de l'emploi des forces classiques et fait de ces régions le terrain d'élection de la stratégie révolutionnaire. En Europe même, la division imposée par la situation de fin de guerre et par la sujétion à l'URSS de ses satellites crée des zones d'instabilité psychologique qui pourraient produire des crises dangereuses.

Ces considérations ont pu paraître un peu abstraites et théoriques. On va voir qu'elles présentent l'avantage de permettre de porter un diagnostic relativement simple sur la plupart des problèmes stratégiques actuels.

Limitons-nous ici au niveau nucléaire. L'intention initiale des Américains était de se donner une force possédant une grande capacité de destruction, ce qui leur procurerait un puissant moyen de menace, soit pour dissuader leur adversaire d'attaquer leurs alliés, soit même pour le forcer à accepter telle ou telle condition. Cet espoir a été rapidement déçu, parce que les Soviétiques ont su se bâtir assez vite une force analogue. La menace répondait à la menace. On s'aperçut alors avec effroi que les conditions opérationnelles d'emploi de l'arme nucléaire donnaient un avantage considérable à celui des deux adversaires qui tirerait le premier: il aurait la supériorité que procure la surprise et pourrait désorganiser profondément la riposte. Dans ces conditions, le niveau était terriblement instable. Heureusement, les Etats-Unis qui avaient la supériorité due à leur avance, étaient pacifiques et les Soviétiques étaient inhibés par les très nombreuses inconnues du problème et les risques énormes encourus en cas d'appréciation inexacte des divers facteurs. « L'équilibre des terreurs » qui en résulta était délicat, mais suffit à maintenir la paix dans cette période d'après-guerre où l'Europe conservait une grande instabilité politique. Par contre, les techniques mises au point pour assurer qu'une attaque par surprise n'empêche pas toute riposte (détection avancée, avions armés maintenus en l'air en permanence, avions décollant sur alerte très courte, etc...) faisaient naître un nouveau risque très grave, celui de la « guerre par erreur », déclenchée par une mauvaise lecture d'indices d'attaques imminentes, ou même par une initiative malheureuse. Après la hantise de la guerre par « Pearl Harbor atomique » celle de la guerre « par erreur » fut la préoccupation constante des Américains vers la fin des années soixante.

C'est pour remédier à cette situation que Kennedy, lorsqu'il arriva au pouvoir accompagné d'une pléiade d'intellectuels qui avaient longuement étudié ce problème, inaugura une stratégie nouvelle: il fallait enlever à toute initiative nucléaire la possibilité de conserver des chances de succès, en améliorant d'une façon spectaculaire la protection des forces

de riposte. Avec des forces de riposte invulnérables, l'adversaire serait assuré de recevoir dans tous les cas une punition terrible et l'on ne serait plus obligé de riposter dans les premières heures, alors que la situation est encore confuse. Corrélativement, le contrôle gouvernemental sur le déclenchement des armes atomiques fut renforcé et, pour éviter des initiatives malheureuses, les armes atomiques tactiques furent ramenées plus loin du rideau de fer. Si l'adversaire attaquait, on aurait le temps de préparer la réponse et de l'ajuster à l'importance de l'attaque. La « riposte massive » qui était la règle auparavant faisait place à la « riposte graduée ».

Justement, les études en cours procuraient les techniques nécessaires: le sous-marin à propulsion atomique, porteur de fusées Polaris était pratiquement invulnérable parce que non repérable dans les espaces maritimes; on en commanda des dizaines; l'engin Minuteman enterré dans un silo bétonné ne pouvait être détruit que par un nombre appréciable d'engins intercontinentaux; on en commanda des centaines. Ainsi se constitua de 1961 à 1965 une force de représailles invulnérable et redoutable, capable, comme M. McNamara l'a proclamé récemment, de détruire 80 % des ressources de l'URSS. Le danger de la guerre « par erreur » était conjuré.

* * *

Mais du même coup on avait ouvert une phase stratégique nouvelle, non moins préoccupante. Conformément à une loi constante, l'adversaire avait suivi l'exemple américain et s'était constitué, lui aussi, une force de représailles invulnérable. On aboutissait ainsi à une situation dont on n'avait pas mesuré la portée: puisque les deux adversaires n'avaient plus aucune chance de succès en employant les armes atomiques, le niveau nucléaire devenait complètement stable. Cette stabilité nucléaire pouvait paraître rassurante pour ceux qui redoutaient la « mort atomique », mais elle était inquiétante en ce qu'elle supprimait l'action dissuasive du niveau nucléaire sur

le niveau classique. En perdant la dissuasion nucléaire on rouvrait la possibilité de conflits classiques importants, et nous savons par l'expérience de 1940-1945 que de tels conflits de nos jours sont terriblement dévastateurs.

* * *

Heureusement, la stabilité réalisée en fait au niveau nucléaire n'était pas encore pleinement reconnue et les risques anciens laissaient subsister des craintes d'escalader constituant de salutaires inhibitions. Plus ou moins consciemment, la stratégie consista alors à sauvegarder ces inhibitions en restaurant un minimum de *crédibilité* à l'emploi des armes nucléaires. Ce fut la raison profonde des diverses déclarations faites par les Alliés. M. McNamara tenta d'abord de démontrer qu'il possédait une capacité « contreforces » suffisante pour réduire notablement la riposte adverse, donc pour justifier une initiative nucléaire. Les Soviétiques d'abord, puis les Français, proclamèrent leur volonté de déclencher s'ils étaient attaqués, la guerre nucléaire totale par une riposte massive malgré les conditions nouvelles, afin de bien marquer leur refus d'abandonner ce qui pourrait rester de la dissuasion nucléaire. Les Allemands, sachant mieux que personne que leur territoire ne pouvait être défendu avec les moyens actuels réclamèrent la mise en place d'armes atomiques tactiques le long de la frontière, de façon à assurer un envahisseur éventuel que toute avance déclencherait un conflit nucléaire. Ces réactions européennes pouvaient être jugées irrationnelles du point de vue des réalités de la situation nucléaire, mais elles avaient l'avantage de maintenir un degré de doute chez l'adversaire, donc de dissuasion.

Du côté américain au contraire, de plus en plus préoccupé du risque couru maintenant par le territoire des Etats-Unis, on se raccrocha à l'idée d'une riposte graduée, visant essentiellement à promouvoir un type de guerre nucléaire maintenue très limitée grâce à l'existence de redoutables forces de représailles invulnérables. Par cette formule, les Américains peu-

vent rendre leur initiative nucléaire plus plausible, donc conserver un degré de dissuasion nucléaire. En Europe par contre, on s'inquiète généralement de cette conception parce qu'elle permettrait de limiter la guerre au théâtre européen, ce qui paraît peu désirable aux Européens et risque de réduire notablement la dissuasion d'une URSS qui pourrait espérer voir son territoire sauvegardé, et aussi parce qu'elle est fondée sur l'idée de déboucher sur un compromis, ce qui peut favoriser chez l'adversaire une stratégie de grignotage par bonds successifs, comme Hitler avait réussi à le faire avant 1939.

Ce qui ressort le plus nettement de ce débat, actuellement en cours, c'est que chacun de ces procédés concourt au même but, la crédibilité de la menace nucléaire. Au lieu de vouloir que chacun soit exclusif des autres, la logique voudrait qu'ils soient employés concurremment par leurs protagonistes. La crédibilité de la menace nucléaire et par conséquent la dissuasion nucléaire s'en trouveraient maintenues. On voit là une première raison en faveur de la pluralité des centres de décision nucléaire qui seule permet la pluralité des procédés de dissuasion. Les Américains, encore impressionnés par la crainte de la guerre par erreur, qui cependant est maintenant dépassée, s'opposent à cette pluralité et cherchent par tous les moyens à intégrer dans leur système de commandement toutes les forces nucléaires alliées. Cette tendance est devenue illogique depuis que le niveau nucléaire est si fortement stabilisé par l'existence des forces de représailles invulnérables.

* * *

Mais ce débat ne recouvre qu'une partie du problème stratégique nouveau visant le maintien de la crédibilité créé par la stabilité nucléaire. Du fait que la guerre nucléaire en Europe est devenue pratiquement impossible, la dissuasion ne peut plus être assurée uniquement par l'existence d'un système de forces destiné à montrer à l'adversaire que l'on peut « gagner la guerre », ce qui était l'objectif visé par l'OTAN. Chacun des adversaires sait parfaitement que l'autre non seulement ne

peut pas gagner cette guerre, mais même ne peut pas désirer la faire. Ce qu'il faut restaurer maintenant c'est cette parcelle de risque de guerre par erreur ou par irrationalité que l'on s'était acharné à supprimer. De ce point de vue, l'existence de petites forces de frappe indépendantes comme la force de frappe française présente l'avantage d'introduire dans les calculs de l'adversaire un doute bénéfique, donc dissuasif, qui rend à la grande force nucléaire américaine une partie du pouvoir dissuasif qu'elle est en train de perdre. Des raisonnements très complets sur ce sujet démontrent qu'il en est bien ainsi.

Toutefois, *l'existence des forces ne suffit plus*. L'expérience de la crise de Cuba a montré que la dissuasion par les armes nucléaires avait besoin d'être vivifiée par des déclarations appuyées par des mesures visibles, pour être pleinement effective. A Cuba, les Américains ont dû mobiliser 150 000 hommes, préparer une force d'invasion et mettre en place un blocus naval pour que les Soviétiques finissent par comprendre qu'ils avaient pris des risques exagérés. Cette nécessité d'une bonne manipulation de la menace psychologique montre que *l'essentiel du jeu stratégique de la dissuasion se joue en temps de paix*, — avant tout par emploi des armes nucléaires qui d'ailleurs marquerait l'échec de toute l'action et la ruine de notre civilisation. La pleine reconnaissance de cette réalité entraîne des conséquences importantes et une révision radicale des concepts sur lesquels était fondée notre sécurité.

1. Les dispositions de l'OTAN, actuellement limitées au temps de guerre, ne suffisent plus. Il faut absolument prévoir les adaptations nécessaires aux actions pouvant être requises en « temps de paix », mais en période de crise.

2. Puisqu'il s'agit du « temps de paix », on ne peut plus imaginer que chaque Etat délègue en permanence à un commandement ou à un comité et encore moins à un autre Etat le soin de prendre les décisions graves qui engageraient tout son avenir. On voit mal par exemple l'Allemagne renoncer à son initiative politique en cas

d'événements graves en Europe Centrale. Ainsi, la formule de l'intégration, qui avait pour elle de bonnes raisons en cas d'opérations militaires (dans les dernières grandes guerres de coalition on a toujours fini par avoir un commandement interallié unique), est devenue inapplicable. On ne peut en temps de paix faire fond que sur la mise en convergence des initiatives nationales, c'est-à-dire réalisant la *coordination des stratégies nationales*. Des organisations du type de la MLF ne cadrent absolument pas avec ces nécessités nouvelles.

3. La coordination des stratégies nationales représente certes un objectif difficile à atteindre, mais c'est la seule solution possible: l'intégration en temps de paix serait encore plus difficile et l'absence de coordination, même partielle, serait très dangereuse en temps de crise.

* * *

Voilà les solutions pratiques auxquelles conduit une analyse objective du niveau nucléaire. Ce qu'il faut bien voir, c'est que nous sommes entrés depuis quelque temps déjà dans une nouvelle phase de la stratégie nucléaire caractérisée par l'extrême stabilité de ce niveau d'action. Le problème aujourd'hui n'est plus de renforcer la stabilité nucléaire, comme il y a quelques années, c'est au contraire de sauvegarder au maximum les germes d'instabilité que nous pouvons posséder encore, afin que le niveau nucléaire continue à jouer son rôle dissuasif sur les autres niveaux et demeure susceptible d'imposer la stabilité dans les zones politiquement instables.

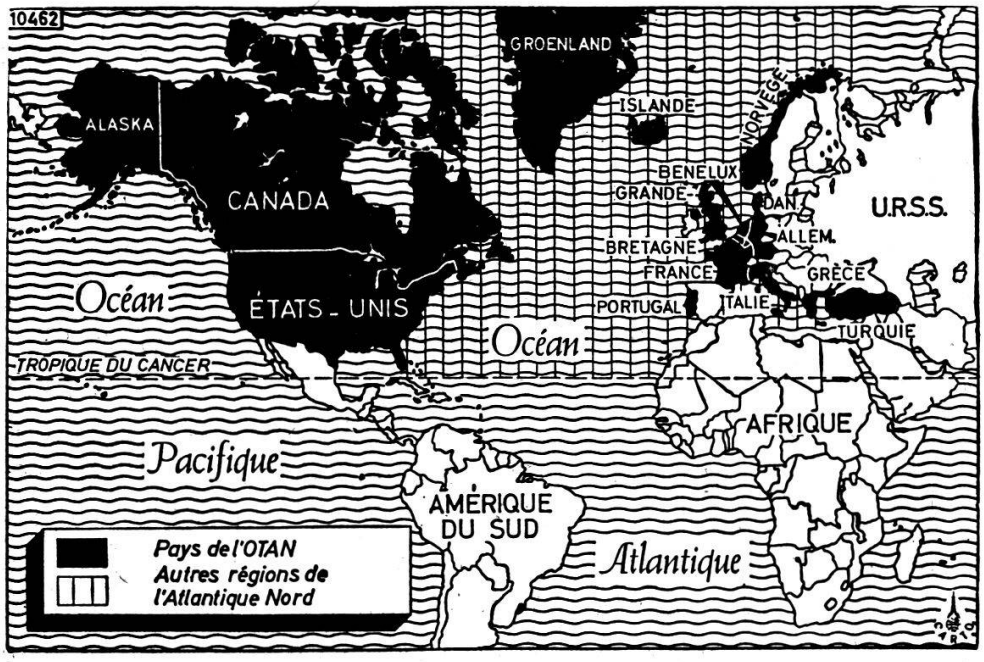
A cause de l'arme nucléaire et du système militaire de l'Alliance atlantique, ainsi d'ailleurs qu'en raison de l'évolution psychologique de l'URSS, l'Europe ne court plus guère le risque d'être envahie par les masses armées soviétiques. Ce qu'elle risque surtout aujourd'hui, c'est que des tensions graves se produisent dans les zones politiquement instables de l'Europe. Pour éviter que de telles crises ne débouchent sur des escalades graves ou bien sur des actions décousues et

inefficaces, ou pire encore, qu'elles se déroulent sans réaction de notre part, ce qui aurait des conséquences morales catastrophiques, il est capital que ces crises soient étudiées préventivement ensemble et que s'organise méthodiquement la *coordination des stratégies de dissuasion* alliées.

Le maintien de la paix est à ce prix.

Général A. Beaufre

A l'OTAN, quoi de nouveau?



Nous avons trop souvent attiré l'attention de ceux qui veulent bien nous lire sur la faiblesse des forces permanentes classiques de l'OTAN, pour ne pas relever un bobard répandu par la presse quotidienne, vers le 27.8.65, et qui aurait pu faire croire qu'on réduisait encore leur « puissance »! On nous annonçait, en effet, à grand renfort de titres: « *Plus d'armes nucléaires pour l'armée britannique du Rhin* ».